2007-05335/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES MARS 2003

APERÇU

- Au quatrième trimestre de 2002, le produit intérieur brut (PIB) réel a enregistré une croissance de 1,6 %, ce qui est inférieur à celle des trois trimestres précédents. Cette situation est attribuable à un fléchissement des exportations, en particulier celles d'automobiles vers les États-Unis. Pour l'ensemble de 2002, le PIB réel a connu une forte progression, soit 3,4 %, un résultat plus de deux fois supérieur à celui de 2001.
- La demande intérieure finale a affiché au quatrième trimestre une hausse plus forte qu'au troisième trimestre. Cela résulte surtout d'une forte augmentation des dépenses de consommation et de l'investissement résidentiel. Par contre, les investissements des entreprises en usines et en matériel ont reculé de 1,5 %.
- Les exportations réelles ont chuté de 8,0 %, tandis que les importations réelles ont diminué de 1,0 %. L'excédent de la balance commerciale a ainsi diminué, ce qui a concouru à réduire de 3,7 milliards de dollars l'excédent du compte courant, qui se chiffre à 13,2 milliards.
- De janvier 2002 à février 2003, l'économie canadienne a engendré la création de 613 000 emplois nets, soit le plus fort gain sur une période de 14 mois depuis 1976. Le taux de chômage en janvier et en février 2003 a été de 7,4 % après avoir atteint un récent sommet de 8,0 % en décembre 2001.

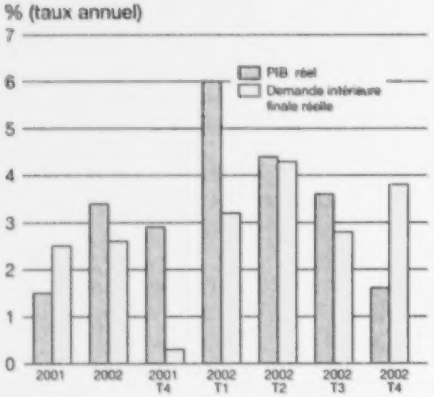
La demande intérieure alimente la croissance

Le PIB réel a progressé de 1,6 % au quatrième trimestre de 2002, ce qui représente un ralentissement par rapport à la moyenne de 4,7 % pour les trois premiers trimestres de l'année. Ce gain découle principalement de la demande intérieure, qui a augmenté de 3,8 % au cours du quatrième trimestre (graphique 1).

Les dépenses de consommation contribuent à la croissance

La hausse des dépenses de consommation réelles a été de 4,4 % au quatrième trimestre contre 1,6 % au trimestre précédent. Les gains relatifs aux dépenses des ménages ont été répartis entre les principales catégories de biens et de services. Le gain a été

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle



Nota – Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 7 mars 2003 à midi.

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

	2001	2002	2002 T2	2002 T3	2002 T4	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	1,5	3,4	4,4	3,6	1,6		–
Demande intérieure finale	2,5	2,6	4,3	2,8	3,8		–
Dépenses publiques							–
Biens et services	3,3	2,0	3,6	3,0	3,5		–
Immobilisations brutes	11,5	8,7	5,6	3,3	-0,8		–
Dépenses de consommation	2,6	2,9	4,3	1,6	4,4		–
Construction résidentielle	4,7	16,0	-1,8	16,3	11,3		–
Investissements fixes des entreprises	-1,1	-3,9	7,6	2,4	-1,5		–
Construction non résidentielle	0,8	-6,4	-4,8	-1,1	-3,2		–
Machines et matériel	-2,2	-2,4	15,8	4,6	-0,4		–
Investissements en stocks des entreprises (G$)	-3,5	4,4	7,1	7,4	9,6		–
Exportations	-3,8	0,8	2,6	9,4	-8,0		–
Importations	-5,8	0,8	19,8	6,5	-1,0		–
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	30,0	17,3	17,2	16,9	13,2		–
(% du PIB)	2,8	1,5	1,5	1,5	1,1		–
Revenu personnel nominal	4,0	3,2	2,5	3,4	5,3		–
Revenu personnel disponible nominal	4,4	4,5	3,6	3,3	4,2		–
Revenu personnel disponible réel	2,5	2,5	0,2	0,3	2,3		–
Bénéfices avant impôts	-8,9	6,2	51,1	10,4	11,5		–
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite du PIB	1,0	1,2	0,1	1,8	4,2		–
Indice des prix à la consommation	2,6	2,2	1,3	2,3	3,8	4,5	janv. 2003
IPC – hors les huit éléments les plus volatils	2,0	2,4	2,2	2,4	2,8	3,3	janv. 2003
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2,8	1,2	0,9	0,9	2,0		
Règlements salariaux (total)	3,1	2,8	2,6	2,8	3,2	2,9	déc. 2002
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	7,2	7,7	7,6	7,6	7,6	7,4	févr. 2003
Croissance de l'emploi	1,1	2,2	3,6	3,5	3,2	4,3	févr. 2003
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	64,6	63,7	64,4	64,0	63,7	68,00	6 mars 2003
Taux préférentiel (%)	5,2	4,2	4,1	4,5	4,5	4,75	6 mars 2003

Nota – Les données réelles sont en dollars de 1997 (en chaîne).
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada

particulièrement marqué au chapitre des biens durables. Les ventes de véhicules automobiles ont connu une hausse nette, tandis que la vigueur soutenue du marché résidentiel a stimulé les dépenses en meubles et en électroménagers.

Le revenu des particuliers a enregistré une solide progression (5,3 %) au cours du trimestre, les gains au chapitre de l'emploi et des salaires donnant lieu à une hausse du revenu gagné. Le revenu personnel disponible réel a augmenté de plus de 2 %, et le revenu personnel disponible réel par habitant a presque atteint son niveau record, se situant à plus de 13 % au-dessus du creux atteint en 1996.

Le taux d'épargne des particuliers a reculé, passant de 4,2 % au troisième trimestre à 3,7 % au quatrième trimestre.

L'investissement résidentiel demeure vigoureux

Le marché de l'habitation continue de tirer profit des taux d'intérêt peu élevés. L'investissement résidentiel a augmenté de 11,3 % au quatrième trimestre; il est de 14,8 % plus élevé qu'il y a un an. Les mises en chantier du secteur résidentiel ont connu une hausse modeste au cours du trimestre et ont contribué à l'augmentation de 12,2 % des nouvelles constructions. La croissance des dépenses de rénovation est demeurée vive, et des gains substantiels ont été faits sur le marché de la revente de maisons.

Recul des investissements fixes des entreprises

Les dépenses des entreprises en usines et en matériel ont fléchi de 1,5 % au quatrième trimestre après un gain de 2,4 % au trimestre précédent. Les investissements dans les machines et le matériel, qui ont une forte incidence sur les importations, ont diminué de 0,4 % après avoir progressé lors des trois trimestres précédents. Les entreprises ont réduit leurs dépenses relatives aux automobiles et ont continué de réduire leurs investissements en matériel de télécommunication. Par contre, il y a eu une hausse des dépenses en machines industrielles, en ordinateurs et en logiciels.

La construction non résidentielle a diminué pour un sixième trimestre consécutif, ce qui s'explique par la baisse des dépenses de construction de bâtiments et des investissements dans les projets d'ingénierie.

Les entreprises grossissent leurs stocks

Les entreprises ont augmenté leurs stocks de 9,6 milliards de dollars au quatrième trimestre, en hausse par rapport aux investissements de 7,4 milliards au trimestre précédent. Les stocks de véhicules automobiles destinés au commerce de détail ont représenté près de la moitié de ces investissements, le reste étant largement réparti dans le secteur manufacturier. Les ventes ayant progressé plus lentement que les stocks, le ratio des stocks aux ventes, qui était à son point le plus bas jamais atteint, a remonté.

Les exportations limitent la croissance

Les exportations réelles ont fléchi de 8 %, freinant la croissance. Cette faiblesse était surtout concentrée dans le secteur de l'automobile, les ventes de véhicules automobiles aux États-Unis, destination de la plupart des automobiles exportées du Canada, ayant chuté au quatrième trimestre. Les exportations de produits de l'énergie ont connu une nette hausse de même que les exportations de services, en particulier les dépenses des non-résidents voyageant au Canada.

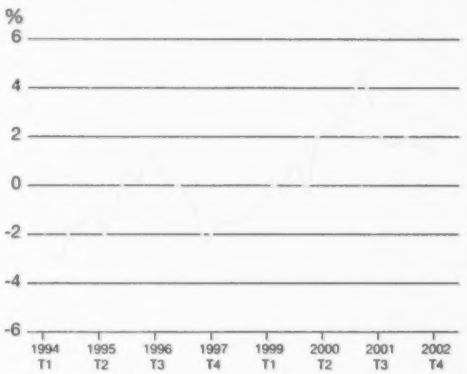
Les importations réelles ont diminué de 1,0 %, le recul étant particulièrement marqué dans le cas des pièces d'automobiles. Cela tient à la diminution des besoins en pièces importées pour la production au Canada, étant donné la baisse des exportations de véhicules. Les importations de services ont augmenté du fait de la hausse des dépenses des Canadiens dans le cadre de voyages à l'étranger.

L'excédent du compte courant demeure élevé

L'excédent du compte courant a diminué de 3,7 milliards de dollars pour se situer à 13,2 milliards, ou 1,1 % du PIB (graphique 2). La baisse des exportations réelles, qui a été plus marquée que celle des importations, a entraîné un recul de la balance commerciale. Ce recul a été contrebalancé en partie par une amélioration des termes de l'échange (les prix à l'exportation ont augmenté davantage que les prix à l'importation). Une hausse des dividendes versés à des non-résidents a aussi eu un effet négatif sur l'excédent du compte courant.

Bien qu'il ait diminué tout au long de l'année, l'excédent du compte courant pour l'ensemble de 2002 s'est chiffré à 17,3 milliards de dollars. Il a ainsi dépassé 17 milliards pour une troisième année de suite, ce qui ne s'était jamais produit avant 2000.

Graphique 2
Compte courant en % du PIB nominal



L'inflation augmente sous la poussée des prix de l'énergie

L'indice implicite du PIB, une mesure exhaustive de l'inflation, a augmenté de 5,0 % au quatrième trimestre pour se situer à 4,2 % au-dessus de son niveau de l'année précédente. Cette augmentation s'explique en grande partie par un bond des prix à l'exportation des produits de l'énergie. Le rythme de croissance de l'indice implicite de consommation a ralenti au cours du trimestre.

D'une année sur l'autre, l'inflation mesurée selon les prix à la consommation a augmenté de 4,5 % en janvier par suite de la hausse des prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente selon l'indice des prix à la consommation, qui exclut les huit éléments les plus volatils, a été de 3,3 %, dépassant légèrement la fourchette cible de 1 à 3 %.

Les bénéfices des sociétés augmentent encore

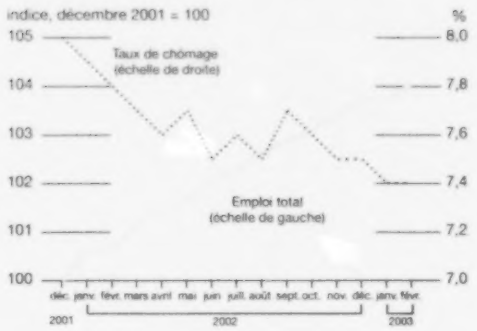
Les bénéfices des sociétés ont progressé de 11,5 % au quatrième trimestre. Il s'agit d'un quatrième gain consécutif d'au moins 10 %. Ces bénéfices, exprimés en proportion du PIB, s'établissent ainsi à 11,3 %, soit nettement plus que la moyenne historique de 9,9 %. La vigueur du marché résidentiel a fait grimper les bénéfices de l'industrie de la construction. La hausse des prix de l'énergie a profité aux producteurs de pétrole et de charbon, tandis que l'augmentation des exportations de produits de l'énergie a profité au secteur de l'extraction de pétrole et de gaz naturel. Les fortes ventes de véhicules automobiles au pays ont mené à une hausse des bénéfices dans le secteur des ventes au détail. Par contre, la croissance des bénéfices a ralenti dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, en particulier dans le secteur de l'automobile, en raison d'un relâchement de la demande provenant des États-Unis.

L'emploi continue de progresser

L'emploi a progressé de 3,2 % au quatrième trimestre. Depuis décembre 2001, 560 000 emplois ont été créés, la majorité à temps plein.

Grâce à la vigueur du marché du travail, 522 000 personnes se sont jointes à la population active en 2002, ce qui a porté le taux d'activité à 67,5 % en décembre, un niveau qui n'avait été atteint qu'une seule fois, en janvier 1990.

Graphique 3
L'emploi et le taux de chômage



L'économie a généré 53 000 emplois de plus en janvier et en février 2003, tous à temps plein. Le taux d'activité s'est encore situé à son niveau record de 67,5 % en février. Le taux de chômage en janvier et en février a été de 7,4 %, contre 7,5 % en décembre 2002 et 8,0 % en décembre 2001 (graphique 3).

La Banque du Canada hausse son taux directeur

Le 4 mars, la Banque du Canada a haussé son taux directeur de 25 points de base, « compte tenu des pressions inflationnistes internes, des prévisions selon lesquelles l'économie canadienne continuera de tourner à un rythme proche de celui de son potentiel en 2003, du caractère expansionniste de la politique monétaire et de l'amélioration des conditions sur les marchés des capitaux ».

Les taux d'intérêt à court terme au Canada ont connu une hausse modeste au cours de 2003 tandis que les taux américains ont été stables, ce qui a creusé l'écart entre les taux à court terme en vigueur au Canada et ceux en vigueur aux États-Unis. L'écart s'est également accru légèrement au chapitre des taux à long terme.

La valeur du dollar canadien a augmenté par rapport au dollar américain au cours des derniers mois, atteignant au début de mars des niveaux qui ne s'étaient pas vus depuis juillet 2000. Le dollar canadien clôturait à 68,00 cUS le 6 mars.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari au (613) 992-3055. Cette publication se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca. *This publication is also available in English.*